

Des projets culturels ouverts à tous

Lors de la 5^e édition des Ateliers de l'intégration locale, les 4 et 5 octobre 2001 à Lyon, c'est la thématique "démocratie culturelle" qui a été explorée. On trouvera ici quelques-uns des projets présentés à cette occasion, qui prennent en compte la diversité culturelle de la France d'aujourd'hui, et tentent de s'adresser à tous les publics - en particulier à ceux d'origine étrangère.

par **Marie Poinso**,
responsable
des Rencontres et
du Développement,
Agence pour
le développement
des relations
interculturelles (Adri)

À travers une enquête réalisée par l'Adri et des partenaires régionaux en Rhône-Alpes sur une trentaine de projets culturels locaux⁽¹⁾, nous avons cherché à savoir comment les différents établissements culturels favorisent un accès plus large à l'offre culturelle, aux apprentissages et aux pratiques artistiques : quelles sont les actions de sensibilisation qui permettent de rencontrer des publics qui, en raison de leur origine ou de leur appartenance sociale, n'accèdent pas aux ressources culturelles ? Faut-il délocaliser les programmations dans les quartiers ou faut-il plutôt encourager des partenariats avec des lieux de proximité facilitant les collaborations entre le secteur culturel et celui de l'animation socioculturelle ? Ces politiques d'ouverture des établissements culturels passent-elles également par une adaptation des programmations pour prendre en compte la diversité culturelle d'un territoire, la créativité et les émergences qui ont souvent beaucoup de mal à accéder aux scènes reconnues ?

La plupart des établissements culturels qui ont fait l'objet de l'enquête considèrent que l'immigration constitue désormais une composante légitime de l'histoire locale. Leurs projets concourent à lui donner plus de visibilité en valorisant sa contribution et ses apports spécifiques au développement local. C'est le cas du Musée dauphinois, qui consacre ainsi tous les deux ou trois ans une exposition aux mémoires des populations récentes de l'histoire alpine : les Italiens, les Arméniens, les Grecs et aujourd'hui les Maghrébins. L'exposition "Pour que la vie continue, d'Isère et du Maghreb" a recueilli les archives privées et les récits de vie des ouvriers et des familles immigrées. Elle a été complétée par une exposition itinérante sur "Les Maghrébins, passeurs de l'entre-deux" réalisée par l'association Alif, sur le vécu et le ressenti de ces populations. Cette initiative a suscité des réactions et un débat animé entre les immigrés venus trouver du travail dans la région, les pieds-noirs, les harkis et les anciens combattants d'Algérie installés après guerre, qui ne partagent pas la vision commune concernant l'histoire de l'immigration maghrébine.

1)- Cette enquête a été réalisée en collaboration avec l'Adate, l'Arsec et *Économie et humanisme*. Elle a donné lieu à une publication disponible sur commande : *Vers la démocratie culturelle, 31 projets culturels et artistiques. Dossier thématique*, Adri, Paris, 2001.

D'autres projets illustrent cette même valorisation de l'histoire des migrations et de la diversité culturelle : l'exposition "Mémoires des migrations, tolérance, intolérance" (voir *H&M*, n° 1222, novembre-décembre 1999), réalisée dans la région nantaise par l'association Les Anneaux de la mémoire ; le spectacle "Histoires de soldats", monté par l'association Migrations culturelles Aquitaine Afrique, sur la mémoire des soldats d'Afrique enrôlés au XX^e siècle dans les guerres mondiales, coloniales et postcoloniales ; les parcours itinérants sur l'histoire de l'immigration dans l'agglomération lyonnaise proposés par L'Escale, cité du voyage et des échanges, installée à Vaulx-en-Velin ; l'exposition intitulée "Le silence des braves", composée de portraits photographiques des résidents retraités des foyers gérés par l'association Rhône-Alpes Aralis, etc.

Si ces projets ont tous suscité une participation active des populations immigrées, par le biais notamment des associations locales qui les accueillent et les encadrent dans des activités sociales, culturelles ou de loisirs, ils ont fait appel néanmoins à l'intervention d'artistes qui ont apporté au travail de recueil de la mémoire une dimension esthétique et scénographique. Cette collaboration d'artistes donne une cohérence et une touche sensible aux ressources collectées, tout en inscrivant le projet dans une démarche artistique personnelle. Le profil des artistes n'est pas étranger à la réussite des différents projets. Soucieux de sortir de leur tour d'ivoire de créateurs, ces derniers sont personnellement sensibles au contact avec des milieux sociaux et culturels divers, ils acceptent de reconnaître que l'action artistique peut avoir une dimension sociale forte, notamment en termes de reconstruction des parcours identitaires des personnes longtemps stigmatisées ou marginalisées. Enfin, ils conçoivent ou collaborent à des projets qui croisent les disciplines artistiques et les influences culturelles. Il faudrait cependant que ces travaux accordent une place plus significative aux artistes d'origine étrangère, qui ont souvent des difficultés à se faire reconnaître dans le milieu culturel français.



© D.R.

L'exposition "Pour que la vie continue, d'Isère et du Maghreb" a recueilli les archives privées et les récits de vie des ouvriers et des familles immigrés.

Ouverture des établissements culturels

L'élargissement des publics est certes pratiqué depuis plusieurs années par les établissements culturels, notamment à travers des politiques tarifaires adaptées aux capacités économiques des couches sociales les plus défavorisées, parmi lesquelles figurent les populations immigrées.

Ces politiques ont été menées en France avec l'appui des collectivités territoriales, mais aussi des comités d'entreprises et des fédérations de l'éducation populaire, qui achètent des billets en nombre pour les revendre à prix préférentiels ou les distribuer gratuitement.

Mais les établissements culturels ont constaté les limites de ces démarches tarifaires comme seul levier d'une ouverture à des publics plus larges. En effet, l'accès à la culture est lui-même socialement conditionné, dans la mesure où il nécessite que les populations ciblées puissent en acquérir préalablement les codes et les valeurs. Or l'acquisition de ces codes est d'autant plus difficile que les publics sont originaires de cultures différentes, et que ces populations ont souvent été dominées culturellement dans la société française du fait de l'histoire coloniale. L'école et les institutions publiques n'ont pas forcément pour vocation de transmettre des codes culturels qui s'acquièrent généralement dans la communauté familiale ou sociale de référence. Étrangers à ces codes, les populations immigrées et leurs

enfants ne considèrent pas l'offre culturelle comme attractive, ou plus simplement, ils ne se sentent pas concernés. D'où un accès inégalitaire à la culture.

Par conséquent, les établissements doivent inventer des modes d'accès nouveaux aux patrimoines artistiques et à l'offre culturelle qu'ils proposent mieux adaptés au capital culturel des populations immigrées.

Ces démarches se traduisent souvent par des actions préalables de sensibilisation permettant à ces publics de se familiariser avec les programmes culturels. Elles s'appuient sur des partenariats divers, en particulier avec les établissements scolaires, les centres sociaux et toutes les structures de proximité qui constituent le maillage local de l'animation socioculturelle.

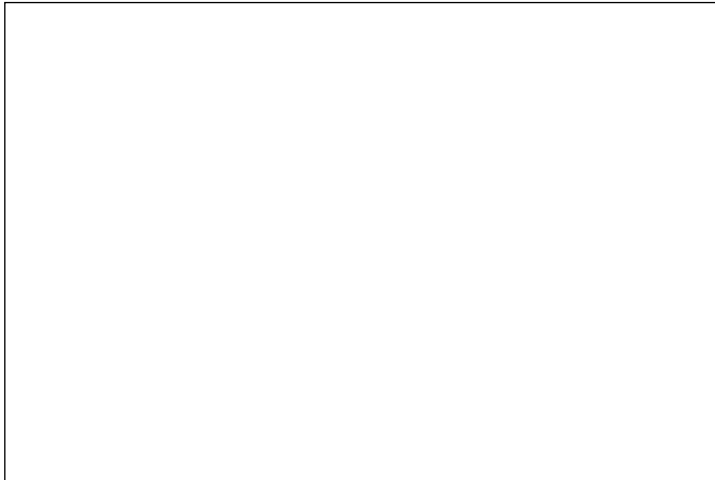
Des projets hybrides

Or, le secteur culturel et celui de l'animation socioculturelle n'ont pas l'habitude de travailler ensemble. Ces actions de sensibilisation visent donc à favoriser les décroissements sectoriels en impulsant des partenariats originaux qui font "sortir" les musées ou les centres culturels hors de leurs murs. Les projets créent par conséquent plus de mobilité entre les centres-ville et les quartiers périphériques.

Le musée du Château de Pau est à ce titre significatif. Pour établir un nouveau mode d'acquisition et de découverte du patrimoine du musée, l'équipe du château a travaillé directement avec l'association La Maison des femmes du Hédas, qui accueille des femmes immigrées en alphabétisation et qui les accompagne dans leur insertion sociale et professionnelle. En prenant prétexte de la commémoration de la déten-



Les projets ont tous suscité une participation active des populations immigrées, par le biais des associations.



Pour établir un nouveau mode de découverte du patrimoine, l'équipe du musée du Château de Pau a travaillé avec l'association La Maison des femmes du Hédas, travail qui a abouti à un ouvrage collectif.

tion à Pau de l'émir Abd el-Kader, le musée a initié avec ces femmes un nouveau parcours d'apprentissage du français à travers la visite des collections. Puis un projet d'ateliers a conduit à la production d'un ouvrage collectif, *De l'autre côté du château*, en collaboration avec une artiste, présenté dans le cadre de la journée annuelle "Livres du château".

Enfin, l'exemple de l'École nationale de musique de Villeurbanne montre que l'ouverture aux publics culturellement divers doit être double pour réussir : accueillir dans le conservatoire toutes les musiques présentes sur un territoire et aller vers tous les publics, notamment à travers des actions dans les écoles primaires et maternelles, les crèches, les haltes-garderies, les maisons de quartier (montage de spectacles, mini-concerts, fêtes de quartier...). Dans le domaine trop souvent élitiste des arts plastiques, l'exposition "L'art sur la place", qui rassemble place Bellecour à Lyon, le temps d'un week-end, les installations éphémères produites par des groupes d'habitants sous la conduite d'artistes, conjugue valorisation des créations collectives des banlieues et sensibilisation des milieux populaires à la Biennale d'art contemporain.

Ces projets de "démocratie culturelle" ont en commun, selon Jean-Pierre Saez, d'être pour la plupart "hybrides", par la diversité des disciplines artistiques qu'ils mobilisent comme par la rencontre qu'ils suscitent entre institutions culturelles "classiques", centres sociaux, associations et collectivités locales⁽²⁾. Ils contribuent par la même occasion à changer peu à peu les regards habituellement portés par la société française sur les quartiers et sur les populations immigrées qui y résident. ◀

2)- Cf. synthèse des Ateliers de l'intégration locale proposée le 5 octobre 2001 à Lyon par Jean-Pierre Saez, Observatoire des politiques culturelles, Grenoble, Adri, publication citée.